

*Le Président*

À Paris, le 29 avril 2026,

Monsieur le Président,

Lundi dernier, vous avez qualifié de «mabouls» les partisans d'une politique de fermeté envers le gouvernement algérien.

Une fois de plus, vous avez choqué. Une fois encore, vous avez esquivé : quitte à ouvrir une de ces polémiques dont vous avez le secret, au moins auriez-vous pu avoir la franchise d'assumer que vous me mettiez en cause.

Je n'aurais pas cette fausse pudeur, Monsieur le Président. C'est pourquoi je tiens à vous répondre directement et ouvertement, avec tout le respect dû à votre fonction.

Ce n'est un mystère pour personne : les relations franco-algériennes nous ont profondément opposés. Evidemment, ce désaccord s'inscrivait dans une divergence plus large : vous estimez que l'immigration est forcément une chance, je considère qu'elle est aujourd'hui une charge, et parfois un drame. Cette opposition fut d'ailleurs l'une des raisons de mon départ du gouvernement. Vous le savez, tout comme le sait le Premier ministre: je souhaitais que le ministère de l'Intérieur puisse avoir la main sur les visas d'entrée, afin d'en diminuer le nombre pour les Etats qui, comme l'Algérie, refuse de reprendre leurs ressortissants clandestins.

Vous avez refusé d'actionner ce levier de fermeté, comme d'ailleurs tous les autres. Lorsque j'ai proposé et conçu une riposte graduée, vous l'avez enrayée. Lorsque j'ai plaidé pour une dénonciation des accords de 1968 qui nous lient avec l'Algérie, et lui donnent des privilèges exorbitants qui n'ont plus lieu d'être, vous vous y êtes opposé. En dépit de ces entraves, j'ai pris, de ma propre initiative, des mesures de rétorsion contre la nomenclatura algérienne. Si je n'étais pas impuissant, j'étais cependant empêché. Les Français l'ont vu, et j'ai la faiblesse de croire que beaucoup l'ont regretté.

En réalité, vous ne vouliez pas admettre l'évidence, Monsieur le Président. L'évidence, c'est que votre politique de «réconciliation» avec le gouvernement algérien, inaugurée en 2017, était une impasse. Vous n'avez donc cessé de trouver des justifications pour écarter la détermination. Et vous le faites de nouveau.

Aujourd'hui, vous utilisez le faux-prétexte des lourdeurs administratives que subiraient des médecins algériens pour dissimuler les vrais problèmes avec l'Algérie. Monsieur le Président, je veux vous le dire sans détour : cette diversion a toutes les allures d'une capitulation. Car ne pas nous donner les moyens de contraindre le gouvernement algérien à reprendre ses ressortissants dangereux, comme l'accord de 1994 l'y oblige, revient à renoncer à protéger les Français. Combien faudra-t-il de délits, de crimes et même d'attentats, comme celui de Mulhouse, pour qu'enfin la fermeté s'impose ? Combien de provocations et d'humiliations les Français devront-ils subir pour que la France soit respectée ?

Monsieur le Président, vous n'ignorez ni la nature autoritaire du régime algérien, ni ses menées sur le sol français. Lorsque des services étrangers déclenchent chez nous des opérations de règlements de compte, c'est notre souveraineté qui est violée. Lorsqu'un régime emprisonne arbitrairement un écrivain français, Boualem Sansal, un journaliste sportif, Christophe Gleizes, toujours retenu dans les geôles algériennes, ce sont nos valeurs françaises qui sont piétinées, c'est l'honneur de la France qui est bafoué.

J'aurais souhaité que vous dénonciez publiquement l'inacceptable condamnation, par les autorités algériennes, de notre compatriote, prix Goncourt, Kamel Daoud. Vous auriez pu. Vous auriez dû.

Car n'est-ce pas vous, Monsieur le Président, qui avez déclaré que « pour être libre, il faut être craint, et que pour être craint, il faut être puissant »? Libre, la France ne l'est pas aujourd'hui vis-à-vis de l'Algérie : depuis trop longtemps, notre pays est l'otage consentant des chantages mémoriels d'un régime qui cherche à faire de notre pays le bouc émissaire de ses propres échecs. La France n'a même pas réagi lorsque le gouvernement algérien a fait rajouter à son hymne national un couplet anti-français.

Quant à la crainte, elle vous paralyse manifestement. Que redoutez-vous, Monsieur le Président ? Un embrasement des « quartiers »? De même que je n'ai jamais accepté l'amalgame entre les partisans de l'islam politique et nos compatriotes musulmans qui pratiquent leur culte sereinement. Je refuse de confondre le régime d'Alger avec les Français d'origine algérienne qui vivent pacifiquement dans notre pays. Du reste, jamais je n'ai voulu rompre la relation de la France avec l'Algérie. Seulement, j'ai la conviction que cette relation ne pourra être saine et constructive qu'à la condition qu'elle soit honnête et réciproque.

Alors non, Monsieur le président : nos compatriotes qui, dans leur immense majorité, sont favorables à une politique de fermeté envers le gouvernement algérien ne sont pas des « mabouls », mais simplement des Français qui exigent que la France soit respectée. Cette exigence est leur droit, et la garantir est le devoir du Président de la République.

C'est ce courage d'agir qui devra être assumé par celui ou celle qui, dans un an, présidera au destin du pays. C'est le souhait que je forme, la volonté que je porte.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de ma considération républicaine.

*Bruno Retailleau*

Bruno RETAILLEAU